

Fiche d'information

Dernière modification du Règlement sur les exploitations agricoles - Juillet 2010

1- Stockage de fumier solide en amas au champ

Auparavant, les élevages avec une gestion sur fumier solide pouvaient stocker des déjections en amas dans un champ si leur production annuelle de phosphore était inférieure à 3 200 kg, si les eaux contaminées de l'amas n'atteignaient pas les eaux de surface, si l'amas était utilisé dans les 12 mois suivant la date de sa mise en place et si une recommandation avait été signée par un agronome.

Modification (articles 9.1, 9.1.1, 9.2): Il est dorénavant permis à toutes les exploitations agricoles de stocker du fumier solide en amas dans un champ cultivé à condition que:

- l'amas ne contienne pas plus de 2 000 kg de phosphore;
- les eaux contaminées de l'amas n'atteignent pas les eaux de surface;
- les eaux de ruissellement n'atteignent pas l'amas;
- l'amas serve à fertiliser la parcelle où il est constitué ou une parcelle qui la borde (contiguë) durant la saison de culture en cours ou durant celle qui suit le début de sa mise en place;
- l'amas soit constitué à au moins 100 m de l'emplacement d'un ancien amas enlevé depuis moins de 12 mois;
- l'amas soit complètement utilisé dans les 12 mois suivant le début de sa mise en place;
- l'exploitant d'un lieu visé par un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF) obtienne à cette fin une recommandation signée d'un agronome et que ce dernier soit mandaté pour en effectuer le suivi.

2- Épandage par aspersion basse de fumier liquide des élevages de bovins laitiers ou de boucherie (à l'exception des déjections de veaux de lait)

Antérieurement, tous les exploitants d'élevages avec une gestion sur fumier liquide devaient épandre leurs déjections animales avec un équipement à rampes basses.

Modification (article 32): Il est maintenant permis d'épandre du fumier liquide de bovins laitiers ou de boucherie, à l'exception de celui des veaux de lait, avec un équipement à aspersion basse (plutôt qu'à rampes basses) ayant un point de sortie d'une hauteur maximale de 1,2 m et projetant le fumier à une distance d'au plus 5,5 m avant d'atteindre le sol. Des déjections solides provenant de ces mêmes types d'élevages auxquelles a été ajouté de l'eau de précipitations ou de l'eau d'une autre source peuvent aussi être épandues avec un équipement à aspersion basse si la teneur en eau devient supérieure à 85 %.

3- Superficies en culture nécessaires à l'épandage de matières fertilisantes pour un exploitant de lieu d'épandage

Auparavant, seul l'exploitant d'un lieu d'élevage devait disposer de la superficie totale requise en propriété, en location, ou par entente écrite pour épandre ces déjections.

Modification (article 20.1): Il est dorénavant obligatoire pour l'exploitant d'un lieu d'épandage de disposer de la superficie totale requise pour épandre la totalité des matières fertilisantes dès le début et durant toute la saison de culture.

4- Caractérisation des déjections animales

Antérieurement, les exploitants des lieux d'élevage qui devaient produire un PAEF devaient faire analyser la valeur fertilisante des déjections animales à épandre au moins une fois par année.

Modification (articles 28.1, 28.2, 28.3): Il sera progressivement obligatoire de procéder à la caractérisation des déjections animales qui doivent être épandues pour un minimum de deux années consécutives par période de cinq ans. Toutefois, l'exploitant d'un tel lieu d'élevage pourra se soustraire à cette exigence s'il dispose des superficies nécessaires à l'atteinte d'un bilan de phosphore équilibré en établissant la production annuelle de phosphore de son cheptel à partir des valeurs prescrites par le règlement. Cette exigence sera applicable selon l'échéancier suivant :

- à compter du 1^{er} janvier 2011, pour les élevages avec une gestion sur fumier liquide dont la production annuelle de phosphore est supérieure à 5 000 kg;
- à compter du 1^{er} janvier 2012, pour les élevages avec une gestion sur fumier liquide dont la production annuelle de phosphore est égale ou inférieure à 5 000 kg;
- à compter du 1^{er} janvier 2013, pour les élevages avec une gestion sur fumier solide dont la production annuelle de phosphore est supérieure à 3 200 kg;
- à compter du 1^{er} janvier 2014, pour les élevages avec une gestion sur fumier solide dont la production annuelle de phosphore dépasse 1 600 kg, mais demeure égale ou inférieure à 3 200 kg.

5- Analyses de fumier et de sol par un laboratoire accrédité

Auparavant, les exploitants qui devaient produire un PAEF étaient tenus de faire analyser la valeur fertilisante des déjections animales à épandre au moins une fois par année, et la teneur et la saturation en phosphore des sols récepteurs au maximum cinq ans avant l'année de fertilisation.

Modification (articles 28.1, 29): Il est dorénavant obligatoire que l'analyse des déjections animales et des sols récepteurs soit faite par un laboratoire accrédité par le ministre.

6- Modification de certaines règles d'application du bilan de phosphore

Antérieurement, chaque exploitant d'un lieu visé par un PAEF devait faire établir un bilan de phosphore et en faire la mise à jour annuellement.

Modification (articles 35, 49, 50.01): Il est désormais obligatoire pour les exploitants d'un lieu visé par un PAEF de faire établir annuellement un bilan de phosphore signé par un agronome, sur le formulaire prescrit par le Ministère, et de le mettre à jour dans un délai de 30 jours à la suite de tout changement pouvant avoir une incidence sur son contenu. Ce document doit également être signé par l'exploitant et être déposé annuellement au Centre de contrôle environnemental du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) au plus tard le 15 mai à compter du 1^{er} janvier 2011.

7- Avis de projet

Auparavant, les lieux d'élevage ayant une production annuelle de phosphore supérieure à 1 600 kg mais inférieure à 3 200 kg devaient faire l'objet d'un avis de projet signé par un agronome dans les situations suivantes : l'implantation d'un nouveau lieu d'élevage, le passage d'une gestion sur fumier solide à une gestion sur fumier liquide et une augmentation de production annuelle de phosphore ne dépassant pas 3 200 kg.

Modification (articles 39, 40, 41): Le dépôt d'un avis de projet est maintenant requis pour les lieux d'élevage ayant une production annuelle de phosphore supérieure à 1 600 kg mais inférieure à 3 200 kg dans les situations suivantes :

- l'implantation d'un nouveau lieu d'élevage;
- le passage d'une gestion sur fumier solide à une gestion sur fumier liquide;
- une augmentation de production annuelle de phosphore faisant en sorte que l'entreprise en produit plus de 1 600, 2 100, 2 600 ou 3 100 kg (sans dépasser 3 200 kg).

8- Certificats d'autorisation

Antérieurement, l'implantation d'un lieu d'élevage ayant une production annuelle de phosphore égale ou supérieure à 3 200 kg ou ayant une augmentation de production annuelle de phosphore supérieure à 500 kg, pour cette catégorie d'élevage, nécessitait la délivrance d'un certificat d'autorisation du MDDEP à certaines conditions.

Modification (articles 42, 43): Dorénavant, une demande de certificat d'autorisation doit être adressée au Ministère dans les situations suivantes :

- l'implantation d'un lieu d'élevage dont la production annuelle de phosphore est égale ou supérieure à 3 200 kg;
- toute augmentation de production annuelle de phosphore dans un lieu d'élevage faisant en sorte que cette production sera égale ou supérieure à 3 200 kg, ou faisant en sorte qu'elle sera majorée de 500 kg ou d'un multiple de ce nombre exemple : 3 200 + (500 x 1, 2, 3, 4, etc.).

9- Culture de végétaux dans des bassins versants dégradés

Auparavant, la culture de végétaux dans des bassins versants dégradés était permise si elle était réalisée par le propriétaire de la superficie cultivée et si celle-ci n'excédait pas celle de la saison 2004 ou 2005, selon le territoire visé. La culture de végétaux était également permise sur les terrains d'un hectare ou moins.

Modification (articles 50.3, 50.4): Toute personne (propriétaire ou locataire) peut dorénavant cultiver des végétaux dans des bassins versants dégradés à condition que la superficie cultivée n'excède pas celle de la saison 2004 ou 2005, selon le territoire visé. La culture de végétaux demeure permise pour les terrains d'un hectare ou moins.

10- Période de conservation des documents requis

Antérieurement, chaque exploitant devait conserver tous les documents suivants pour une période de deux ans : les ententes de stockage, d'épandage et d'expédition des matières fertilisantes (traitement, transformation et élimination), les registres relatifs au stockage en amas, à l'épandage et à l'expédition (traitement, transformation et élimination), les baux et le PAEF. Aucune obligation de conservation n'était en vigueur pour les registres de réception des matières fertilisantes, les analyses de valeur fertilisante des déjections animales, l'échantillonnage des sols en culture et le bilan de phosphore.

Modification (articles 9.1.1, 9.2, 16, 21, 26, 27, 28.1, 28.2, 29, 33, 34): Il est dorénavant obligatoire de conserver tous les documents énumérés précédemment durant une période minimale de cinq ans.

AVERTISSEMENT

Le présent document constitue un résumé des exigences réglementaires et ne remplace en aucun cas le texte officiel du règlement. Si vous désirez obtenir de plus amples informations concernant la modification réglementaire, veuillez contacter une direction régionale (http://www.mddep.gouv.qc.ca/ministere/rejoindr/adr_reg.htm) ou le centre d'information du Ministère (<http://www.mddep.gouv.qc.ca/ministere/rejoindr/renseign.htm>).